

Le 25 juin 2021, **Marc Sünnen, président** du tribunal administratif, assisté de **Xavier Drebenstedt, greffier en chef**, a rendu le

JUGEMENT
sur la régularité d'une décision de prolongation de rétention administrative

qui suit, au vu du dossier lui soumis :

Vu la requête du ministre de l'Immigration et de l'Asile tendant à la vérification de la régularité d'un arrêté du 7 juin 2021 ordonnant la prorogation du placement en rétention administrative, réceptionnée par le greffe du tribunal administratif le 16 juin 2021, enrôlée sous le n° 46130 ;

Monsieur ..., né le ... à ... de nationalité marocaine, alias ..., déclarant être né le ... à ... (Mauritanie) et être de nationalité mauritanienne, avisé par télécopie ;

Madame le délégué du gouvernement Christiane MARTIN entendue en ses explications à l'audience publique de ce jour.

Vu les articles 120 (3) et 123 (6) de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

Vu la décision du 6 septembre 2010 considérant la demande de protection internationale comme ayant été implicitement retirée par Monsieur ..., au motif que ce dernier ne s'était plus présenté au guichet du ministère ;

Vu l'arrêté du 5 octobre 2015 pris par le ministre de l'Immigration et de l'Asile à l'encontre de Monsieur ... lui ordonnant de quitter le territoire dans un délai de 30 jours ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 9 janvier 2021 ordonnant le placement en rétention de Monsieur ... au Centre de rétention pour une durée d'un mois à partir de la notification de la décision ;

Vu le jugement du tribunal administratif du 5 février 2021, inscrit sous le n° 44550 du rôle, rejetant le recours contentieux introduit par Monsieur ... contre la prédite décision ministérielle du 9 janvier 2021 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 5 février 2021 ordonnant la prorogation du placement en rétention de Monsieur ... au Centre de rétention pour une durée supplémentaire d'un mois à partir de la notification de la décision ;

Vu le jugement du tribunal administratif du 23 février 2021, inscrit sous le n° 45653 du rôle, rejetant le recours contentieux introduit par Monsieur ... contre la prédite décision ministérielle du 5 février 2021 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 8 mars 2021 ordonnant la prorogation du placement en rétention de Monsieur ... au Centre de rétention pour une durée supplémentaire d'un mois à partir de la notification de la décision ;

Vu le jugement du tribunal administratif du 7 avril 2021, inscrit sous le n° 45827 du rôle, rejetant le recours contentieux introduit par Monsieur ... contre la prédite décision ministérielle du 8 mars 2021 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 7 avril 2021 ordonnant la prorogation du placement en rétention de Monsieur ... au Centre de rétention pour une durée supplémentaire d'un mois à partir de la notification de la décision ;

Vu le jugement du tribunal administratif du 27 avril 2021, inscrit sous le n° 45911 du rôle, rejetant le recours contentieux introduit par Monsieur ... contre la prédite décision ministérielle du 7 avril 2021 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 5 mai 2021 avec effet au 9 mai 2021, ordonnant la prorogation du placement en rétention de Monsieur ... au Centre de rétention pour une durée supplémentaire d'un mois, notifiée à l'intéressé en mains propres le 7 mai 2021 ;

Vu le jugement du président du tribunal administratif du 21 mai 2021, inscrit sous le numéro 46012 du rôle, confirmant l'arrêté ministériel du 5 mai 2021 ordonnant la prorogation de la mesure de placement en rétention de Monsieur ...;

Vu l'arrêté du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 7 juin 2021, ordonnant la prorogation du placement en rétention de Monsieur ..., alias ... au Centre de rétention pour une durée supplémentaire d'un mois à partir de la notification de la décision, notifiée à l'intéressé en mains propres le 9 juin 2021 ;

Vu la requête du ministre de l'Immigration et de l'Asile tendant à la vérification de la régularité du prédit arrêté du 7 juin 2021 ordonnant la prorogation du placement en rétention, réceptionnée par le greffe du tribunal administratif le 16 juin 2021, enrôlée sous le n° 46130 ;

Vu le dossier administratif ;

Vu la convocation du 16 juin 2021 convoquant les parties à l'audience publique du 25 juin 2021, notifiée en mains propres à Monsieur ..., alias ..., en date du 16 juin 2021.

Quant à la recevabilité de la requête :

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 16 juin 2021 et enrôlée sous le n° 46130, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après « le ministre », a saisi le président du tribunal administratif d'une demande tendant à la vérification de la régularité d'un arrêté ordonnant la 5^e prorogation du placement en rétention de Monsieur ..., alias ..., au Centre de rétention pour une durée supplémentaire d'un mois avec effet au 9 juin 2021.

Conformément à l'article 123 (6) de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration, ci-après « la loi du 29 août 2008 », « *Lorsque le ministre décide de prolonger la durée de rétention en vertu de l'article 120, paragraphe (3), alinéa 2, il doit saisir d'office, par requête introduite dans les cinq jours ouvrables de la notification de la décision, le président du Tribunal administratif qui statue d'urgence comme juge du fond et en tout cas dans les dix jours du dépôt de la requête, la personne retenue dûment convoquée par les soins du greffe* ».

Il résulte du dossier administratif et des pièces versées en cause que Monsieur ..., alias ... s'est vu notifier en date du 9 juin 2021 un arrêté du ministre daté du 7 juin 2021 ordonnant la prorogation de son placement en rétention pour une durée supplémentaire d'un mois avec effet au 9 juin 2021.

La requête, introduite le 16 juin 2021, est partant à déclarer recevable pour avoir été introduite endéans cinq jours ouvrables conformément aux dispositions de l'article 123 (6) de la loi du 29 août 2008.

Quant à la procédure :

Conformément à l'article 121 (1) de la loi du 29 août 2008, « *La notification des décisions visées à l'article 120 est effectuée par un membre de la Police grand-ducale qui a la qualité d'officier de police judiciaire. La notification est faite par écrit et contre récépissé, dans la langue dont il est raisonnable de supposer que l'étranger la comprend, sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés* », ladite notification devant faire l'objet, conformément au paragraphe 2 de cette même disposition, d'un procès-verbal dressé par l'officier de police judiciaire qui y a procédé, mentionnant la date de la notification de la décision, la déclaration de la personne retenue qu'elle a été informée de ses droits mentionnés, ainsi que toute autre déclaration qu'elle désire faire acter, la langue dans laquelle la personne retenue fait ses déclarations, ledit procès-verbal devant soit être signé par la personne retenue, soit, en cas de refus de signature, devant mentionner le refus et les motifs du refus.

Conformément à l'article 122 (2) et (3) de la loi du 29 août 2008, « *(2) La personne retenue est immédiatement informée, par écrit et contre récépissé, dans une langue dont il est raisonnable de supposer qu'elle la comprend, sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés, de son droit de prévenir sa famille ou toute personne de son choix. Un téléphone est mis à sa disposition à titre gratuit à cet effet. (3) La personne retenue est immédiatement informée, par écrit et contre récépissé, dans une langue dont il est raisonnable de supposer qu'elle la comprend, sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés, de son droit de se faire examiner dans les vingt-quatre heures de son placement en rétention, par un médecin et de choisir un avocat à la Cour d'un des barreaux établis au Grand-Duché de Luxembourg ou de se faire désigner un avocat par le bâtonnier de l'ordre des avocats de Luxembourg. Le mineur non accompagné d'un représentant légal se voit désigner, dans les meilleurs délais, un administrateur ad hoc* ».

Il résulte du dossier administratif et des pièces versées en cause que la notification opérée en date du 9 juin 2021 l'a été conformément aux prescriptions légales encore que la personne retenue ait refusé de signer le procès-verbal de notification sans donner de motifs ; il résulte encore du dossier administratif que la personne retenue s'est régulièrement vue rappeler les droits qui lui sont reconnus pendant la période de rétention.

L'article 123 (6) de la loi du 29 août 2008 prévoit que le président s'assure que la personne retenue a été touchée par la convocation.

Il résulte à cet égard des pièces versées en cause que Monsieur ..., alias ... s'est bien vu notifier en mains propres la convocation du 16 juin 2021 pour l'audience du 25 juin 2021.

Quant au fond :

Quant au fond, l'article 120, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008 prévoit ce qui suit : « *Afin de préparer l'exécution d'une mesure d'éloignement en application des articles 111, 116 à 118 [...], l'étranger peut, sur décision du ministre, être placé en rétention dans une structure fermée, à moins que d'autres mesures moins coercitives telles que prévues à l'article 125, paragraphe (1), ne puissent être efficacement appliquées. Une décision de placement en rétention est prise contre l'étranger en particulier s'il existe un risque de fuite ou si la personne concernée évite ou empêche la préparation du retour ou de la procédure d'éloignement. [...]* ».

Par ailleurs, en vertu de l'article 120, paragraphe (3) de la même loi : « *La durée de la rétention est fixée à un mois. La rétention ne peut être maintenue qu'aussi longtemps que le dispositif d'éloignement est en cours et exécuté avec toute la diligence requise. Elle peut être reconduite par le ministre à trois reprises, chaque fois pour la durée d'un mois si les conditions énoncées au paragraphe (1) qui précède sont réunies et qu'il est nécessaire de garantir que l'éloignement puisse être mené à bien. Si, malgré les efforts employés, il est probable que l'opération d'éloignement dure plus longtemps en raison du manque de coopération de l'étranger ou des retards subis pour obtenir de pays tiers les documents nécessaires, la durée de rétention peut être prolongée à deux reprises, à chaque fois pour un mois supplémentaire.* ».

L'article 120, paragraphe (1), de la loi du 29 août 2008 permet ainsi au ministre, afin de préparer l'exécution d'une mesure d'éloignement, de placer l'étranger concerné en rétention dans une structure fermée pour une durée maximale d'un mois, ceci plus particulièrement s'il existe un risque de fuite ou si la personne concernée évite ou empêche la préparation du retour ou de la procédure d'éloignement. En effet, la préparation de l'exécution d'une mesure d'éloignement nécessite notamment la mise à disposition de documents de voyage valables, lorsque l'intéressé ne dispose pas des documents requis pour permettre son éloignement et que des démarches doivent être entamées auprès d'autorités étrangères notamment en vue de l'obtention d'un accord de reprise en charge ou de réadmission de l'intéressé. Elle nécessite encore l'organisation matérielle du retour, en ce sens qu'un moyen de transport doit être choisi et que, le cas échéant, une escorte doit être organisée. C'est précisément afin de permettre à l'autorité compétente d'accomplir ces formalités que le législateur a prévu la possibilité de placer un étranger en situation irrégulière en rétention pour une durée maximale d'un mois, mesure qui peut être prorogée par la suite.

En vertu de l'article 120, paragraphe (3), de la même loi, le maintien de la rétention est cependant conditionné par le fait que le dispositif d'éloignement soit en cours et soit exécuté avec toute la diligence requise, impliquant plus particulièrement que le ministre est dans l'obligation d'entreprendre toutes les démarches requises pour exécuter l'éloignement dans les meilleurs délais.

Une mesure de placement peut être reconduite à trois reprises, chaque fois pour une durée d'un mois, si les conditions énoncées au paragraphe (1) de l'article 120, précité, sont réunies et s'il est nécessaire de garantir que l'éloignement puisse être mené à bien.

Une décision de prorogation d'un placement en rétention est partant en principe soumise à la réunion de trois conditions, à savoir que les conditions ayant justifié la décision de rétention initiale soient encore données, que le dispositif d'éloignement soit toujours en cours et que celui-ci soit toujours poursuivi avec la diligence requise.

Conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme¹, il faut que l'éloignement de la personne retenue soit une perspective réaliste.

Enfin, en vertu de l'article 120, paragraphe (3), *in fine*, de la même loi, si, malgré les efforts employés, il est probable que l'opération d'éloignement dure plus longtemps en raison du manque de coopération de l'étranger ou des retards subis pour obtenir de pays tiers les documents nécessaires, la durée de la rétention peut encore être prolongée à deux reprises, à chaque fois pour un mois supplémentaire.

En l'espèce, il résulte des éléments de la cause que la personne retenue se trouve toujours actuellement en séjour irrégulier sur le territoire luxembourgeois.

En effet, comme indiqué ci-avant, par arrêté du 5 octobre 2015 le ministre constata que le séjour de la personne retenue sur le territoire luxembourgeois était irrégulier et lui ordonna de quitter le territoire dans un délai de 30 jours tandis qu'en date du 9 novembre 2015 le ministre rejeta pour être irrecevable la nouvelle demande de protection internationale de la personne retenue.

Par ailleurs, par arrêté du 21 juillet 2016, le ministre interdit à la personne retenue l'entrée sur le territoire pour une durée de trois ans sur le fondement de l'article 124, paragraphe (2) de la loi du 29 août 2008.

Il est constant en cause, pour avoir par ailleurs été retenu à itératives reprises par les jugements et arrêts précités des juridictions administratives, que la personne retenue est en situation irrégulière au Luxembourg, ce qui ressort, par ailleurs, de l'arrêté ministériel, précité, du 21 juillet 2016, et suivant lequel le demandeur s'est vu interdire l'entrée sur le territoire pour une durée de trois ans, entraînant le constat de son séjour irrégulier sur le territoire luxembourgeois, de sorte que l'existence, dans son chef, d'un risque de fuite est présumée, en vertu de l'article 111, paragraphe (3), c), point 1. de la loi du 29 août 2008, aux termes duquel « (...) *Le risque de fuite est présumé (...) si l'étranger ne remplit pas ou plus les conditions de l'article 34 (...)* », étant encore précisé, à cet égard, que parmi les conditions posées par ledit article 34 de la loi du 29 août 2008, figure justement celle de ne pas faire l'objet d'une décision d'interdiction de territoire, tel que prévu au paragraphe (2), point 3. de la disposition légale en question.

Il est constant en cause que ces décisions n'ont à ce jour pas été éternuées.

Il s'ensuit que les conditions initiales ayant justifié que le ministre ait placé l'intéressé en rétention afin d'organiser son éloignement perdurent actuellement.

¹ CourEDH, 25 juin 2019, *Al Husin c. Bosnie-Herzégovine* (n° 2), req. n° 10112/16.

En ce qui concerne ensuite les diligences effectuées en vue de l'éloignement de la personne retenue, le soussigné relève tout d'abord qu'il est uniquement saisi d'une requête tendant au contrôle d'office de la décision du ministre de proroger une 5^{ème} fois la mesure de rétention de Monsieur ..., alias ..., de sorte qu'il lui appartient seulement d'examiner le bien-fondé de ladite décision en s'assurant qu'à l'heure actuelle le dispositif d'éloignement est toujours en cours et poursuivi avec la diligence nécessaire et que les conditions spécifiques à une telle 5^{ème} prorogation, à savoir qu'il est probable que l'opération d'éloignement dure plus longtemps en raison du manque de coopération de l'étranger ou des retards subis pour obtenir de pays tiers les documents nécessaires, sont données.

A ce sujet, il résulte d'abord du dossier administratif dans le cadre de précédentes mesures de placement, qu'après plusieurs tentatives infructueuses de présenter Monsieur ..., alias ... aux autorités diplomatiques mauritaniennes, que ce soit en personne ou par vidéoconférence, l'intéressé put finalement être auditionnée en date du 30 janvier 2017, avec pour résultat que l'ambassade de Mauritanie estima que l'intéressé ne serait pas mauritanien au vu notamment de son accent arabe courant au Maroc et de ses propres déclarations selon lesquelles il serait sahraoui.

Il résulte ensuite du dossier administratif relatif aux actuelles mesures de placement et notamment du jugement du 27 avril 2021, n° 45911 du rôle, relatif à l'arrêté ministériel de prorogation du 7 avril 2021, que dès le 11 janvier 2021, soit deux jours après son placement au Centre de rétention, le ministre avait contacté les autorités marocaines afin de s'enquérir sur l'état d'avancement de la demande d'identification de l'intéressé leur adressée déjà le 28 juillet 2016 et réitérée notamment le 6 décembre 2019 ; par ailleurs, suite au courrier du 15 janvier 2021 de la part des autorités marocaines informant le ministre que la durée de recherches par formule d'empreintes resterait indéterminée, alors que les formules des empreintes de l'intéressé correspondraient à un nombre élevé de candidats, le ministre avait personnellement contacté l'Ambassadeur du royaume du Maroc à Bruxelles par courrier du 1^{er} février 2021 sollicitant la collaboration de ce dernier en vue de la réadmission du demandeur au Maroc. En date du 5 février 2021, le consulat du Maroc à Liège avait notamment proposé aux services du ministère d'organiser une visio-conférence avec le demandeur afin de pouvoir s'échanger avec lui et de collecter un maximum d'informations le concernant, entretien qui avait finalement eu lieu le 10 février 2021, et au terme duquel les autorités marocaines sont venues à la conclusion que l'intéressé ne serait pas marocain, mais algérien et ce notamment en raison de son accent et de son emploi de certaines expressions propres à l'arabe algérien et que suite à ce constat, les autorités luxembourgeoises avaient adressé une demande d'identification aux autorités consulaires algériennes à Bruxelles en date du 16 février 2021. Par courrier réceptionné le 26 février 2021, l'Ambassadeur du Maroc à Bruxelles s'est adressé au ministre en réponse à son courrier du 1^{er} février 2021, en faisant état des difficultés rencontrées pour identifier l'intéressé, à savoir, l'absence de concordance de ses empreintes digitales dans le système automatique d'identification et l'attitude peu coopérative de l'intéressé lors de la visio-conférence du 10 février 2021. En date du 8 mars 2021, les autorités luxembourgeoises ont adressé un rappel aux autorités algériennes en vue de l'identification de l'intéressé auquel le service juridique du Consulat général d'Algérie a répondu le lendemain que le dossier est en cours d'identification auprès des autorités algériennes compétentes. Suite à un deuxième rappel par les autorités luxembourgeoises le 23 mars 2021, le vice-consul du Consulat général d'Algérie a confirmé, le lendemain, que le dossier est toujours en cours d'identification, cette information ayant encore été réaffirmée par le Consulat d'Algérie par un courriel du 20 avril 2021.

Il résulte encore du dossier administratif que le 4 mai 2021, les services ministériels ont relancé le Consulat d'Algérie, lequel, par courriel du 5 mai 2021, a informé les autorités luxembourgeoises que le dossier est toujours en cours d'identification.

Finalement en date du 19 mai 2021, les services du ministère ont adressé un itératif rappel au Consulat d'Algérie.

Ces différentes démarches accomplies jusqu'au 21 mai 2021 ont été jugées par le tribunal administratif, en ses différentes composition et à travers ses jugements successifs, comme suffisantes au vu des exigences légales.

Par note verbale datée du 21 mai 2021, le consulat général du Royaume du Maroc à Liège a finalement informé les autorités luxembourgeoises que l'intéressé a été formellement identifié en tant que ressortissant marocain, appelé ... et né le ... à ... (Maroc). Le consulat a par la même occasion informé le ministre qu'il était disposé, si toutes les conditions étaient remplies et notamment les frontières nationales marocaines ré-ouvertes, à délivrer un laissez-passer à l'intéressé.

Au vu de l'ensemble des éléments ainsi relevés, le soussigné est amené à conclure que les diligences ainsi déployées par l'autorité ministérielle luxembourgeoise doivent être considérées, dans les circonstances de l'espèce, comme suffisantes, de manière que dans ces conditions la nécessité requise au sens de l'article 120, paragraphe (3), de la loi du 29 août 2008 pour la prolongation de la mesure de rétention est vérifiée en l'espèce.

Il convient encore de relever que la prorogation sous analyse s'inscrit plus particulièrement dans les hypothèses prévues à l'article 120, paragraphe (3), *in fine*, de la même loi, à savoir lorsque « *malgré les efforts employés, il est probable que l'opération d'éloignement dure plus longtemps en raison du manque de coopération de l'étranger ou des retards subis pour obtenir de pays tiers les documents nécessaires* », étant patent en cause que le retard actuel s'explique manifestement par les délais inhérents aux procédures d'identification de l'intéressé, procédures ayant finalement et récemment abouti.

Il ne saurait en tout état de cause être reproché aux services ministériels d'avoir persévéré dans leurs recherches et tentatives d'identification, alors qu'il ne saurait être reproché au ministre d'épuiser toutes les voies possibles pour l'identification de l'intéressé. Par ailleurs, si l'intéressé devait critiquer les lenteurs ou l'inefficacité actuelle des démarches d'identification effectuées par les autorités luxembourgeoises auprès des services consulaires algériens, il lui aurait appartenu de coopérer en vue de son identification en s'adressant directement aux autorités du pays dont il se réclame et en révélant sa véritable identité, étant actuellement patent que l'intéressé ne s'est non seulement abstenu de collaborer, mais a encore sciemment fourni de faux éléments aux services ministériels.

Il résulte enfin du dossier administratif que les autorités marocaines ont confirmé aux services ministériels luxembourgeois que les vols à destination et depuis le Maroc, entravés par la pandémie, allaient progressivement reprendre à partir du 15 juin 2021, de sorte que matériellement et factuellement, une perspective réaliste d'exécution de l'éloignement vers le Maroc existe.

Dès lors, il convient, en l'état actuel du dossier, de retenir qu'à ce jour, l'éloignement du retenu demeure une perspective raisonnable.

Concernant finalement la possibilité d'application de mesures moins coercitives, les dispositions des articles 120 et 125 de la loi du 29 août 2008 sont à interpréter en ce sens qu'en vue de la préparation de l'exécution d'une mesure d'éloignement, les trois mesures moins coercitives énumérées à l'article 125, paragraphe 1^{er}, à savoir l'obligation pour l'étranger de se présenter régulièrement auprès des services ministériels après remise de l'original du passeport et de tout document justificatif de son identité, l'assignation à résidence pour une durée maximale de six mois dans les lieux fixés par le ministre ou encore l'obligation pour l'étranger de déposer une garantie financière d'un montant de cinq mille euros, sont à considérer comme mesures proportionnées bénéficiant d'une priorité par rapport à une rétention pour autant qu'il soit satisfait aux deux exigences posées par ledit article 125, paragraphe 1^{er}, pour considérer ces autres mesures moins coercitives comme suffisantes et que la rétention ne répond à l'exigence de proportionnalité et de subsidiarité que si aucune des autres mesures moins coercitives n'entre en compte au vu des circonstances du cas particulier.

L'article 125, paragraphe 1^{er}, de la loi du 29 août 2008 prévoit plus particulièrement que le ministre peut prendre la décision d'appliquer, soit conjointement, soit séparément, les trois mesures moins coercitives y énumérées à l'égard d'un étranger pour lequel l'exécution de l'obligation de quitter le territoire, tout en demeurant une perspective raisonnable, est reportée pour des motifs techniques, à condition que l'intéressé présente des garanties de représentation effectives propres à prévenir le risque de fuite tel que prévu à l'article 111, paragraphe (3), de la même loi, tout en relevant qu'il s'agit d'une simple prérogative pour le ministre et qu'au vu de la présomption légale d'un risque de fuite dans le chef du concerné, celui-ci doit la renverser en justifiant notamment des garanties de représentation suffisantes.

En l'espèce, il se dégage du dossier administratif que les raisons avancées par la partie étatique pour justifier le recours à la mesure de rétention plus particulièrement en raison d'un risque de fuite dans le chef de Monsieur ..., alias ..., résident surtout dans son séjour irrégulier au Luxembourg et dans le défaut de celui-ci de pouvoir justifier d'une adresse légale ou d'une quelconque attache au Luxembourg ainsi que dans le défaut de tout passeport : à défaut de toute circonstance et élément éternant actuellement ce constat, il y a lieu de retenir que l'intéressé ne présente toujours pas de garanties suffisantes de représentation, et ne remplit donc pas les conditions préalables afin de bénéficier d'une mesure moins coercitive.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'arrêté ministériel du 7 juin 2021 ordonnant la prorogation de la mesure de placement en rétention de Monsieur ..., alias ..., est à confirmer.

Par ces motifs,

le soussigné, président du tribunal administratif, statuant contradictoirement et en audience publique ;

déclare recevable la requête du ministre de l'Immigration et de l'Asile tendant à la vérification de la régularité de la décision de prolongation de la rétention administrative ;

la dit encore justifiée au fond ;

partant confirme l'arrêté ministériel du 7 juin 2021 ordonnant la prorogation de la mesure de placement en rétention de Monsieur ..., alias ... ;

Ainsi jugé et prononcé au tribunal administratif, date qu'en tête.

s. Xavier Drebenstedt

s. Marc Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 25 juin 2021
Le greffier du tribunal administratif